INTERVENTION JOURNEE NATIONALE DES DOUANES DU 23 MARS 2017
INTERSYNDICALE CGT, CFDT, SOLIDAIRES, UNSA, USD/FO, CFTC

Chers collègues,

Bonjour à vous toutes et à vous tous qui êtes présent-e-s aujourd'hui, si nombreux, nous sommes 800 venus de toute la France douanière. Bienvenue sur les terres auvergnates, symboles d'une attaque sans précédent du service public douanier. Là où la DG souhaite fermer la première DR d'une longue série, là où les trafiquants en tout genre pourront se libérer, mais aussi là où les collègues ont su maintenir le feu de la lutte depuis de nombreux mois. Vous vous êtes levés très tôt pour certains d'entre vous. L'intersyndicale qui vous a appelé à cette belle et grande journée d'action nationale vous en remercie tout comme elle salue tous les douaniers qui se sont mis en grève aujourd'hui sans avoir pu faire le déplacement jusqu'ici.

Merci aux collègues de l'Auvergne de nous avoir reçu de si belle manière. Merci à l'intersyndicale locale de nous avoir aidé à préparer cette journée. Merci à mes camarades de l'Union départementale d'avoir mis à notre disposition toute la logistique nécessaire à la réussite d'une telle manifestation. Merci à tous les syndicats CGT du département qui sont venus nous apporter leur soutien. Merci à la fédération des finances et à ses syndicats pour leur solidarité et leur présence. Merci aux élus de leur présence à nos côtés, preuve que notre combat est juste et que nous ne sommes pas seuls, loin de là.

Nous avons décidé de nous inviter dans ces campagnes présidentielle et législative. Nous sommes venus réclamer aux élus le maintien et le renforcement de la présence douanière, et des contrôles dignes de ce nom pour lutter contre les trafics et assurer notre rôle protecteur pour la population. Non, nous ne sommes pas seuls à déplorer les remises en cause de nos services. C'est là une force sur laquelle nous pouvons compter, nous appuyer. Nous vous engageons partout à contacter toutes celles et tous ceux qui souhaitent comme nous stopper la casse de la Douane.

Il y a deux ans, presque jour pour jour, beaucoup d'entre vous étaient déjà présents le 24 mars devant l'Assemblée Nationale pour exprimer notre refus du Plan Stratégique Douanier. Ce PSD, Plan Sans Douaniers, nous en avons empêché l'application pendant de nombreux mois car vous vous êtes mobilisés dans l'unité.

Parce que depuis plus de quatre ans, nous sommes solidaires, déterminés, ensemble convaincus que la douane française est un service public qu'il faut

non seulement préserver mais renforcer dans ses missions, ses prérogatives, ses moyens humains, budgétaires et matériels.

N'en déplaise aux fraudeurs, à la cour des comptes, aux évadés fiscaux, aux ministres, à la Direction Générale, la douane a un rôle incontournable et incontestable à jouer tant elle est utile économiquement, socialement et pour l'environnement. C'est ce que vous êtes venus dire à nouveau aujourd'hui et nous le dirons, le crierons encore et toujours parce que la santé, la protection, l'emploi, le bien-être de nos concitoyens le valent bien en France, en Europe et dans le monde. Oui nous sommes une petite administration, mais vaillante, professionnelle, motivée et déterminée.

Si notre mouvement a permis, entre autre, de freiner la spirale infernale des suppressions d'emplois, il a aussi permis au Président de la République de créer 500 emplois nets suite aux terribles attentats. Donc il ne faut pas baisser la garde et continuer notre combat pour une meilleure reconnaissance des métiers douaniers. A nous de gagner la même place que les pompiers ou les infirmières dans le cœurs des citoyens. Car nous les protégeons ! Si les citoyens connaissaient mieux nos missions, ce sont eux qui réclameraient plus de douaniers ! 500 emplois créés, ce n'est pas suffisant ! Alors nous devons gagner le statut d'administration prioritaire pour que cessent les suppressions d'emplois définitivement, pour que cessent les fermetures de brigades et de bureaux, pour que cessent les centralisations à outrance, pour gagner le droit plein et entier d'exercer nos missions de contrôle avec des effectifs renforcés !

Nous sommes arrivés au bout du bout en terme d'effectifs. Nous somme à l'os, comme on dit, et ce constat est celui aussi d'une grande partie de la hiérarchie qui ne partage pas les choix de la Direction générale. Ces collègues doivent le faire savoir haut et fort et certains d'entre eux sont là parmi nous aujourd'hui. L'annonce, à grands renforts médiatiques, des résultats du bilan d'activité 2016 ne peut masquer la réalité.

Derrière l'écran de fumée de chiffres de saisie en hausse, dont se gargarise la direction générale, les douaniers savent bien que c'est parce que les trafics augmentent, explosent même, que nous réalisons plus de résultats. C'est aussi là une manœuvre pour tenter d'accréditer l'idée selon laquelle les réformes et restructurations seraient pertinentes. La ficelle est un peu trop grosse pour que l'opinion s'y laisse prendre. Personne n'est dupe et surtout pas les douaniers. Nous dénonçons cette utilisation détournée des résultats à des fins d'économies budgétaires. C'est une véritable escroquerie.

Dans le même temps, l'intersyndicale porte des exigences et formule des propositions pour sauvegarder et développer un service public douanier

d'utilité économique, sociale et environnementale. Cependant, l'ensemble des organisations syndicales fait le constat que cette concertation n'aboutit pas du fait de l'enfermement de Bercy et de la DGDDI dans leur stratégie d'abandon et de renoncement aux missions de contrôles de la Douane.
Pire, la DGDDI assume la casse de la Douane ! Elle est venue à la rencontre des collègues d'Auvergne il y a deux semaines pour leur annoncer non seulement que leur direction n'a pour seul avenir que la fermeture...et que la fermeture de cette DR ne sera que la première d'une longue série ! Ca suffit !!!

La crise de confiance est réelle et le divorce est maintenant consommé. Nous ne supportons plus ce mépris à l'égard des douaniers : à ce jour, ni calendrier, ni projet de cartographie officielle n'ont été communiqués aux organisations syndicales, malgré leurs demandes répétées.

Si Bercy et la Direction générale s'imaginent que l'ensemble des syndicats douaniers et les personnels vont rentrer dans le rang, ils se trompent lourdement. Les mensonges et les non-dits qu'ils orchestrent les discréditent durablement. Toute notre corporation sera impactée par les destructions d'emplois et l'abandon de missions.

En effet, l'année 2017 risque d'être celle de tous les dangers si nous ne maintenons pas la pression. Il faut impérativement faire échec aux choix et orientations dogmatiques qui prévalent aujourd'hui à Bercy et à la DG. A défaut, on peut déjà imaginer les effets néfastes dans les deux ans qui viennent, avec un grand point d'interrogation sur la pérennité de la DGDDI à plus ou moins long terme. C'est pourquoi nous sommes venus dire aux candidats à l'élection présidentielle et législative ce que nous exigeons :

- un moratoire sur les suppressions d'emplois
- un renforcement de nos effectifs
- un bilan des réformes engagées depuis 20 ans
- le classement de la douane au rang des administrations prioritaires
- l'ouverture d'un réel débat sur les missions de la Douane

Nous, agents et organisations syndicales, sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour offrir un autre avenir pour la DGDDI.

6000 douaniers supprimés, ce sont 66 millions de citoyens en danger !

Tel est le titre de la pétition que l'intersyndicale a lancé ! Signons-la ! Faisons-la signer partout autour de nous ! Utilisons les réseaux sociaux pour diffuser largement ! Plus de 1000 signatures à ce jour, continuons !

Bercy et la Direction Générale jouent la montre. Ils veulent reprendre la main et poursuivre leur dessein. Ils tablent sur notre fatigue, notre épuisement, notre lassitude pour entamer notre volonté, notre détermination. Leur stratégie, vous la connaissez bien maintenant : faire croire qu'il n'y a pas d'autres choix et que notre avenir réside dans l'abandon de nos missions, dans le renoncement aux contrôles, dans l'accompagnement du commerce, la facilitation des échanges. Voilà leur crédo ! Bref, nous ne voulons plus nous aligner sur le moins disant en matière de contrôles et nous voulons renforcer les trois piliers essentiels de la douane : missions de contrôle, mission économique et mission fiscale.

Adressons un message à notre nouveau Directeur général : non nous ne sommes pas résignés ou abattus ! Nous ne laisserons pas la Douane partir en fumée !
Adressons un message à notre Ministre : nous lutterons bientôt tous ensemble, Douane, Finances Publiques, CCRF, INSEE contre la désertification des territoires, contre la casse du service public, contre les atteintes à notre statut.

Nous savons que la mobilisation est pesante. Ce n'est pas de tout repos. Les périodes d'espoir et de désillusion peuvent se succéder. Certains peuvent s'interroger sur l'utilité d'un tel mouvement et notamment sur son issue. De ce point de vue, nous ne pouvons rien promettre mais nous avons une certitude : seuls les combats qui ne sont pas menés sont perdus d'avance.
Dans la période à venir, il faut aller à la rencontre des candidats, s'inviter dans les meetings, nous ne pourrons compter que sur nous-mêmes !

Mais en premier lieu, il ne faut rien lâcher.
C'est pourquoi, nous vous appelons à vous préparer à réagir, dès que dans les interrégions, les Directeurs viendront vous vendre les fusions, les suppressions, la centralisation, les fermetures. Ils doivent être renvoyés à leurs chères études. Ils n'ont aucune légitimité dans la mesure où leurs plans ne répondent pas aux attentes de nos concitoyens.

Voilà chers collègues ce que nous voulions vous dire. Un message fort, ferme, déterminé et combatif.

Merci de votre présence, la lutte continue !